Une théorie de l'état

Autor(en): **Dami, Aldo**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Neue Schweizer Rundschau**

Band (Jahr): **- (1926)**

Heft 4

PDF erstellt am: **17.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-759981

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Une théorie de l'état

Par Aldo Dami

Disons-le d'emblée: outre le fait que tout au long de ses 300 pages, riches d'idées et d'aperçus, l'*Explication de notre temps*[1]) est plutôt une *exposition* qu'une *explication* (mais une exposition qui n'exclut point celle des *remèdes*), elle ne concerne guère que la France seule, et eût mieux mérité de s'intituler *Le Temps présent en France:* c'est même, presque, une géographie économique de la France. Son auteur, M. Lucien Romier, est un esprit nourri à la discipline de l'histoire et des sciences politiques; mais il est un homme de droite, et, dans tous les pays, le point faible des hommes de droite, et même du centre, c'est la politique étrangère, c'est la connaissance des autres pays. M. Romier, que ses talents ont hissé de l'obscurité à la *Journée industrielle*, de la *Journée industrielle* à l'*Opinion*, et de l'*Opinion* au *Figaro*, méritait cette ascension: il est un admirable bulletinier; mais regrettons qu'en France on laisse aux hommes de gauche, aux Herriot en politique, aux André Gide en littérature, le monopole de la connaissance de l'étranger, et, il faut bien le dire, le monopole de la paix. N'y aurait-il là qu'une manière de fatalité?

Nous y songions en lisant les premières pages de ce *cahier vert:* nous nous sommes rendu compte, par exemple, que la définition des partis modernes ne vaut que pour la France, et c'est là un cas typique du champ rétréci sur lequel portent les observations de M. Romier. En Italie, en Allemagne davantage, en Angleterre tout à fait, les partis représentent une tradition historique et une doctrine; ils ont des frontières et des cadres précis; ils sont indépendants de leurs chefs momentanés. En France au contraire, les partis parlementaires, multipliés à l'infini, étiquetés aussi vaguement que possible, et les tendances mêmes de l'opinion, se groupent autour de personnalités: il y a eu les partisans de Briand, les caillautistes, les clémencistes, voire les poincaristes. Qu'est-ce que le groupe radical de la Chambre, sinon le groupe Loucheur? Seuls l'*Action Française*, le socialisme et le communisme sont des courants définis: seuls ils possèdent une doctrine. Mais ce n'est pas le cas pour les partis belges, allemands, anglais, voire italiens, aux frontières précises, et cristallisés encore, dans les deux premiers pays, par la R. P.

« Un parti, dit M. Romier, est un comité d'hommes d'âges divers, qui siège à Paris, possède une enseigne d'ordinaire fallacieuse, mais consacrée, correspond avec des sous-comités locaux, généralement indisciplinés, parfois mythiques, et se propose de canaliser telle catégorie électorale de préjugés ou d'intérêts au profit d'un clan de professionnels de la politique ».

M. Romier ajoute que les partis français sont non seulement privés de frontières, mais qu'ils sont essentiellement négatifs, c'est-à-dire dirigés contre quelque chose ou quelqu'un — le plus généralement quelqu'un.

Puis, l'individualisme du bourgeois français, soucieux toujours de retrouver le plus vite possible sa liberté:

---

[1]) Lucien Romier: *Explication de notre Temps.* Paris, Grasset (Cahiers verts)

« Deux Allemands qui se rencontrent, forment aussitôt une société. Trois Belges organisent une fanfare, une banquet ou une kermesse. Cinq Anglais fondent un club. Dix Italiens font une conspiration... Assemblez des milliers de bourgeois français: après quelques minutes d'« exaltation » ou de « bâillements », ils auront ce seul souci de rentrer le plus tôt possible dans leurs pantoufles ».

La République:

« Depuis quelques années, la République ne rencontre plus d'opposition dans aucune classe sociale déterminée. Elle est acceptée même par l'ensemble du clergé, même par l'ancienne aristocratie. Son adversaire, ce n'est plus une catégorie de citoyens, c'est une école, une doctrine, la doctrine et l'école de Charles Maurras, qui s'opposent moins à l'idée républicaine qu'au régime démocratique ».

...« La tradition jacobine et républicaine ne s'alimente plus guère que de sentimentalité. Mais c'est une grande force.

Il existe en des couches entières de la société française, — et cela est particulier à la France, — une sentimentalité républicaine et démocratique, on dirait, pour employer le vocabulaire des politiciens, une « sentimentalité de gauche ». Elle se traduit précisément dans l'abus que les politiciens font des trois épithètes: républicain, démocratique et social.

On découvre là des faits psychologiques d'origine profonde. C'est la survivance des passions qui animèrent les anciens « militants » de la République, et qui se transmirent de père en fils. C'est une vieille foi, assez juste, dans la générosité et le désintéressement de l'idéal populaire, par opposition aux calculs et aux habiletés des « privilégiés ». C'est, enfin, une solidarité instinctive entre les hommes qui, partis du peuple, surent s'élever par la vertu d'institutions égalitaires.

Or, cette sentimentalité, très vivante, ne dispose que d'un programme épuisé ou défaillant. D'où le malaise ».

A quoi M. Romier ajoute que toute la substance politique du pays se trouve absorbée par l'activité du Parlement, mais surtout — eût-il pu ajouter — par celle des hommes politiques. Ainsi la vie publique du pays vieillit-elle, et très vite, les bases morales sur lesquelles elle s'appuie ne correspondent plus à rien de réel: elles ne sont qu'une simple survivance.

Mais M. Romier a manqué à dire que l'essentiel de la vie politique française repose précisément sur deux lois d'exception: une république votée à une voix de majorité dans la discussion hâtive d'une Constitution de hasard, et une centralisation que nous devons à la loi de Salut public — loi d'exception là aussi, votée au moment du danger par la Révolution fédéraliste, — mais dont les effets durent encore. A chaque fois, le provisoire est demeuré.

* * *

Nous n'avons malheureusement pas la place de commenter successivement tous les chapitres du livre qui nous paraissent appeler des observations. Prenons-en quelques-uns au hasard. Le problème juif, par exemple, mériterait un livre, et non l'alinéa d'un article. Mais il nous semble que M. Romier, qui se

montre d'ailleurs très objectif sur ce sujet, n'a pas vu l'essentiel. Il a bien relevé le messianisme des juifs, cette philosophie de l'espoir, de l'avenir, qui en fait des révolutionnaires, qui les porte à aimer le changement en lui-même, et qui fait d'eux des esprits sinon destructeurs, du moins critiques bien davantage que constructeurs. Le génie juif, de plus, excelle à constater davantage qu'à vouloir. Mais d'autres choses encore étaient à dire: d'abord ceci, que se confiner dans un habitat limité, c'est se condamner à subir des apports, à se mélanger. Errer au contraire, c'est permettre les unions consanguines. La dispersion a sauvé chez les Juifs les caractères zoologiques. La France, l'Italie, sont des nations, et non des races. Les Juifs, eux, ont sacrifié la patrie pour sauver la race.

Puis ceci, qu'à la suite de leur lent exode vers l'ouest au cours des générations, ce sont les plus intelligents parmi eux qui sont arrivés en Occident, laissant tomber les autres en route. Ainsi, dans nos pays, la partie n'est pas égale, parce que nous, chrétiens, nous avons à faire à une race déjà sélectionnée. Pour tenter une comparaison à armes égales, il faudrait aller chercher les Juifs là où ils forment une masse compacte, en Pologne, en Russie occidentale.

Le résultat est clair: cette « sélection » occupe presque toutes les premières places, et joue en tout cas un rôle disproportionné à la valeur numérique du peuple juif dans l'univers. Ce primat est à peu près celui de tous les domaines: les Juifs sont à la tête de la pensée du monde, et il n'y a rien à faire contre cela, sinon de chercher à mériter de les vaincre, au lieu de nous lamenter. Mais ce primat, nous le sentons à l'endroit le plus sensible: celui du portemonnaie, sans voir que nous le retrouverions en philosophie (cette synthèse des sciences, parce que le Juif, d'inquiétude universelle, s'intéresse à tout et fait preuve d'une foncière incapacité de choisir) en mathématiques et ailleurs. D'où la courte-vue du grossier antisémitisme. M. Romier y sacrifie encore, puisqu'il place son paragraphe consacré aux Juifs dans le chapitre intitulé « psychologie de l'argent », et qu'il insiste sur ce côté de leur rôle dans le monde.

Sur le rôle du riche, sur l'épargne, — détruite par la guerre, et avec elle la psychologie de l'épargne, depuis que la valeur de l'argent n'est plus stable —, sur l'administration, sur le rôle véritable des ministres, qui sont responsables, mais qui ne commandent pas réellement, M. Romier a écrit des pages pénétrantes. La véritable stabilité de la politique et de l'administration est assurée par les hauts fonctionnaires permanents, qui ne subissent pas les vicissitudes électorales. Au reste, n'est-ce pas M. Daniel Halévy qui écrivait récemment qu'en France, l'essentiel du travail législatif et de l'administration se fait en dehors du Parlement, et souvent contre lui? Exemple: le Maroc. Pour agir, on doit attendre que le Parlement soit en vacances; et quel meilleur argument contre le parlementarisme?

Ceux qui vivent en Suisse ne pourront pas souscrire entièrement non plus aux vues de M. Romier sur le régionalisme, que M. Romier veut économique et intellectuel, mais non administratif, car alors, selon lui, il détruirait les cadres locaux, les unités plus petites, l'autonomie communale. Pourquoi? Nous verrions avec joie, pour notre part, le régionalisme poussé, en France, jusqu'au fédéralisme, solution idéale pour les Etats qui ont l'avantage d'être étendus: économie nationale complète, mais politique en petit. La démocratie n'est vraiment

elle-même que sur un petit territoire, parce que là l'intérêt général approche de très près les intérêts particuliers. Il faudrait y ajouter la représentation des intérêts professionnels: la France, union de plusieurs démocraties, « les » républiques françaises, comme dirait Maurras...

M. Romier conclut sur une idée très juste: la chaîne des générations a été interrompue par la guerre comme elle avait été interrompue lors de la Révolution et de l'Empire. Les hécatombes d'il y a un siècle contribuèrent à prolonger très avant dans le 19ème siècle l'influence de Voltaire. Aujourd'hui la bourgeoisie française obéit encore aux courants qui la dominèrent avant la guerre. « Craignons, dit l'auteur, que comme alors, cette chaîne ne se dénoue par la transmission directe des générations de l'avant-guerre aux générations de l'après-guerre, des grands-pères aux petits-fils sans passer par les fils. Ainsi seraient perdues et les créations des générations de la guerre et les vraies expériences de cette même guerre ».

Ce livre est décousu; il aborde trop de choses: il n'évite pas les truismes, il n'a pas le temps d'approfondir. Il n'y a aucun rapport entre ses parties. Et c'est alors la nécessité des subdivisions innombrables, des chapitres brefs reliés entre eux par une phrase finale qui vient trop à propos, et dont on sent l'artifice. Mais il faut le lire. C'est un bon livre de vulgarisation. Il est écrit dans un style clair qui s'élève parfois jusqu'à la grandeur; qui s'avance et s'offre, qui interpelle le lecteur, comme le style de qui voudrait convaincre en souriant et doucement persuader.